

*L'Adresse—M. Desmarais*

Quand les États-Unis ont refusé d'aider le Canada à construire la Voie maritime du Saint-Laurent, Louis Saint-Laurent a déclaré, je m'en souviens bien, que le Canada en prendrait l'initiative, et c'est ce que nous avons fait. Aujourd'hui, les décisions que nous devons prendre au sujet de la commercialisation de l'énergie sont aussi importantes et stimulantes—qu'il s'agisse de l'énergie marémotrice de la baie de Fundy, des gazoducs du Nord ou du transport de l'eau pure et fraîche depuis les bassins septentrionaux jusqu'aux villes altérées du littoral atlantique. Il nous faut apporter au règlement de ces difficultés le même genre d'audace édifiaante et patriotique qui motivait le premier ministre Saint-Laurent, il y a 30 ans.

Pour en revenir à la société innovatrice, notre pays est en mesure de favoriser l'art et la culture beaucoup plus qu'auparavant. Nous pouvons faire bien plus pour valoriser les cultures d'ethnies autres que celles de nos deux nations fondatrices et qui se sont établies au Canada, apportant avec elles le dynamisme culturel des vieux pays. Il nous faut les reconnaître et les accepter de façon à créer chez leurs représentants une forme nouvelle et vibrante d'expression sociale.

Thomas Jefferson a vu le problème clé du monde moderne, le problème de l'individu. Dans un livre plus ancien, on déclarait que l'homme ne vivait pas que de pain. L'individu a besoin du confort social que lui procurent les institutions progressistes et souples dont les objectifs sont clairement définis et acceptés par tous. L'individu a également besoin de vivre et de travailler dans un contexte culturel qui lui est familier et qui contribue à son bien-être spirituel. Quand les gens ont le sentiment de participer à une société à la fois novatrice et dynamique, ils éprouvent alors un bien-être social et spirituel. Les grandes œuvres d'art, l'architecture, le ballet, le théâtre et même les chefs d'œuvre du génie permettent de surmonter la dépersonnalisation des institutions et les contraintes imposées à la libre expression de l'individu.

A quoi est réduit l'homme contemporain, monsieur l'Orateur, confronté à l'énormité à l'impersonnalité, à la médiocrité, aux politiques égoïstes et au gaspillage de beaucoup de nos institutions modernes? Je suis convaincu que l'être humain cherche une occasion de sauver son âme. Sommes-nous rendus trop loin? L'humanisme et l'intégrité sont-ils constamment battus en brèche par les grandes contraintes institutionnelles?

C'est Henri Bergson qui a écrit: «Il faut à l'homme un supplément d'âme», c'est-à-dire quelque chose qui puisse satisfaire l'esprit. Car, à long terme, notre opulence, notre technologie, notre produit national brut et notre prospérité deviendront des réalités de plus en plus insignifiantes.

Au cours des années 60, les jeunes ont rejeté les valeurs propres à l'État corporatif et militaire de même qu'une partie de son opulence. Aujourd'hui, bien des valeurs que colporte le monde occidental, notre avarice, notre cupidité, notre insouciance et notre mépris à l'égard des perspectives humaines, la fatalité qui nous voit polluer l'environnement avec insouciance, toutes ces réalités sont inadmissibles aux vieilles civilisations du tiers monde.

Il est de notre devoir, comme le recommandait le rapport Brandt, d'établir une échelle de priorités entre les valeurs techniques et humaines; entre les réalisations scientifiques et la préservation de l'âme humaine, c'est-à-dire la capacité de

l'homme de préserver son intégrité individuelle et d'influencer sa propre destinée.

Essentiellement, il s'agit de savoir si l'organisation sociale sera fondée sur nos besoins ou si elle ne servira simplement qu'à perpétuer la domination d'un petit nombre. Qu'il s'agisse de la domination de l'État, des moyens d'information, des grandes sociétés ou simplement de la tyrannie engendrée par la médiocrité, le résultat final est le même.

[Français]

Même si nous ne sommes pas parvenus à réaliser tout le potentiel de cette liberté humaine qui nous est si chère, nous devons constater l'horreur de l'esclavage qui se propage de plus en plus dans les pays totalitaires communistes. Toute l'Europe de l'Est est sous le joug du communisme. En Afrique les régimes communistes se maintiennent au pouvoir grâce aux chars d'assaut soviétiques et aux fusils cubains. Dans la région du sud-est de l'Asie, les idéalistes qui voyaient dans la guerre du Viet-Nam une guerre de libération constatent avec effroi que leurs pires appréhensions sont en train de se réaliser. La force quasi diabolique du communisme soviétique a produit un génocide inégalé depuis celui d'Hitler.

Le président Lincoln a déjà dit que les États-Unis ne pouvaient survivre avec une moitié de son peuple en esclavage. C'est aux hommes de bonne volonté de reconnaître aujourd'hui que le monde lui-même ne peut survivre moitié esclave moitié libre, et que le communisme soviétique est à la base de ce nuage d'esclavage qui s'étend à travers le monde.

Pour atteindre son but, rien n'arrête l'URSS, et le triste sort du peuple afghan n'en est qu'un exemple. En vérité, on peut dire sans hésiter que l'exercice du droit de l'homme à sa liberté est plus en péril aujourd'hui qu'il ne l'était à l'époque dite de l'Âge noir. Je crains, monsieur le président, que nous soyons au bord d'un nouvel Âge noir où la liberté humaine ne serait qu'une faible lumière dans un monde de ténèbres. Je crois qu'il est de notre devoir, pour ce que nous croyons à la liberté et la démocratie, d'empêcher que cette lumière ne s'éteigne. Fort heureusement, il nous reste des signes d'espoir.

Lors des récentes élections en Rhodésie, nous avons été frappés par la modération dont a fait preuve le leader noir Joseph Mugabe envers la communauté blanche de son pays. Peut-on espérer, monsieur le président, que cette modération soit la clé d'une des solutions à nos problèmes. Au lieu de construire sur la haine et la peur, comme le font les marxistes, cet homme préfère la modération et le compromis et invite les Blancs de la Rhodésie à contribuer à l'essor de la société africaine dans un esprit nouveau de dignité. Monsieur le président, voilà la route à suivre.

La spécialisation nous a permis de développer une capacité de déployer rapidement nos efforts vers de nouveaux champs d'action. Comme John Donne qui dit «nul homme n'est une île», nous pouvons dire sans hésitation que la même chose s'applique à nos gouvernements. Les gouvernements doivent s'appliquer à comprendre ce qui se passe dans le monde, s'appliquer à déterminer les objectifs à suivre et les moyens de les atteindre. Notre viabilité dépend, monsieur le président, de notre capacité de nous adapter aux changements majeurs qui s'imposent. Notre processus de prise de décision doit se faire en considération de ces changements.